

CONVENTION FINANCIERE DE PRISE EN CHARGE DES RASED

CONVENTION FINANCIERE DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE DES COUTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT POUR LE RASED

ENTRE LA COMMUNE DE SAINT-JEOIRE ET LA COMMUNE DE ...**BOGEVE**...

Entre, d'une part,

La Commune de SAINT-JEOIRE, dont le siège est situé à la mairie, 156 rue du Faucigny – 74490 SAINT-JEOIRE représentée par son maire, Monsieur Antoine VALENTIN autorisé aux fins de la présente par délibération n°118-2023 du 7 décembre 2023 du Conseil Municipal de Saint-Jeoire,

Ci-après dénommée « Commune de Saint-Jeoire »,

Et

La commune de **BOGEVE** dont le siège est situé
32 rte de Viuz en Sallaz 74250 BOGEVE

Ci-après dénommée « comme signataire »,

Préambule

Les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED) dispensent des aides spécialisées aux élèves d'écoles maternelles et élémentaires en grande difficulté. Ces aides sont pédagogiques ou rééducatives. Leur travail spécifique, complémentaire de celui des enseignants dans les classes, permet d'apporter en équipe une meilleure réponse aux difficultés d'apprentissage et d'adaptation aux exigences scolaires qu'éprouvent certains élèves. Ainsi, les RASED contribuent-ils à « l'objectif de l'école qui est d'amener tous les élèves à la maîtrise des connaissances et des compétences inscrites dans les programmes en référence au socle commun. Les aides spécialisées peuvent intervenir à tout moment de la scolarité à l'école primaire. Elles permettent de remédier à des difficultés résistant aux aides apportées par le maître. Elles visent également à prévenir leur apparition ou leur persistance chez les élèves dont la fragilité a été repérée. »

Les Réseaux d'Aide Spécialisées aux Elèves en Difficulté ont été créés en 1990. Ils sont actuellement régis par :

- La circulaire du 10 avril 1990 concernant les missions du psychologue scolaire,
- Décret du 14 mars 2008 relatif aux dispositions réglementaires du livre IV du code de l'éducation,
- La circulaire du 17 juillet 2009 concernant les fonctions des personnels spécialisés des RASED dans le traitement de la difficulté scolaire à l'école primaire,
- L'arrêté du 26 avril 2017, référentiel de connaissances et de compétences des psychologues de l'éducation nationale.

Les psychologues scolaires exerçant dans ces réseaux interviennent pour observer, tester et suivre des élèves. Ils/elles interviennent également dans la prévention et le traitement des situations de harcèlement, d'amélioration du climat scolaire ou de situation d'urgence nécessitant la mise en place d'une cellule psychologique. Dans le cadre de leurs missions, ils/elles doivent renouveler les batteries de tests qu'ils/elles utilisent pour les bilans effectués dans le cadre du suivi des élèves en situation de handicap et dans le traitement des situations de grave et durable difficulté scolaire. Des protocoles de

test par élève sont utilisés pour la bonne réalisation des missions ainsi que des fournitures et du matériel (jeux, livres, matériel pédagogique). Par ailleurs, un équipement informatique et téléphonique est aussi nécessaire dans l'exercice quotidien de leur travail.

Il est rappelé que la rémunération des personnels et leurs frais de déplacement restent à la charge du Ministère de l'Éducation nationale.

Toutes les communes ont vocation à participer financièrement à ces investissements et coûts de fonctionnement.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions financières de participation de la commune de Saint-Jeoire et des communes du secteur aux coûts d'investissement et de fonctionnement du RASED du secteur de Saint-Jeoire.

Pour ce faire, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Ecole et commune de rattachement – charges

La/Le Psychologue de l'Éducation nationale est rattaché (e) administrativement à l'école primaire publique de Saint-Jeoire. La commune de Saint-Jeoire est désignée comme commune support pour la zone géographique regroupant toutes les communes signataires. La commune de Saint-Jeoire met à disposition du RASED, à titre gratuit, des locaux au sein de l'école et prend à sa charge les dépenses de fonctionnement suivantes : fluides, ligne téléphonique et internet, chauffage et entretien des locaux, frais postaux. Elle met également à la disposition du RASED les équipements en mobilier de bureau ainsi qu'un téléphone portable comme défini en préambule. Elle participe à l'achat des tests et des protocoles nécessaires à leur passation. L'ensemble des dépenses nécessaires au bon fonctionnement du RASED est estimé à 2000 € annuels. Un budget supplémentaire de 2000 € est nécessaire tous les 8 ans pour actualiser les tests psychologiques.

Article 2 : Partage des frais

Afin de couvrir les frais de fonctionnement de la psychologue scolaire, les communes du secteur de Saint-Jeoire s'engagent à participer proportionnellement au nombre d'élèves inscrits dans leur établissement aux frais de fonctionnement par an. Les élèves comptabilisés sont ceux inscrits dans le réseau public. Le nombre d'élèves qui donne lieu au calcul de la contribution est établi sur la base de l'enquête annuelle de rentrée, validée fin septembre de chaque année par la Direction départementale des services de l'Éducation nationale.

Cette contribution sera versée à la commune de Saint-Jeoire qui adressera chaque année, dans le courant du mois de décembre, un titre de recettes aux autres communes. Chaque commune signataire prendra en charge la participation qui lui incombe dès réception du titre de recette. Suivant le choix de chaque commune, ce budget alloué à chaque élève pour le fonctionnement du RASED pourra venir en déduction du montant versé à l'école de la commune.

Article 3 : Principe de mutualisation

Les interventions des membres du RASED répondent aux besoins des élèves et des écoles. Ces besoins varient d'une année sur l'autre et sont pour certains, inhérents à des événements graves et non prévisibles. C'est pourquoi, le travail et les interventions de psychologues scolaires sont coordonnés par l'Inspecteur de l'Éducation nationale de la circonscription, après avis du Pôle ressource qui regroupe : les psychologues, les conseillers pédagogiques, les infirmières scolaires des collèges, le médecin scolaire, l'Inspecteur. Ainsi, aucune commune ne pourra prétendre à un nombre fixe d'interventions annuelles mais bénéficiera des interventions jugées nécessaires par le RASED, suivant un principe de mutualisation du risque et sans lien direct avec la contribution financière versée.

Article 4 : Effet, durée et révision

La présente convention prend effet à la date de la signature. Elle est conclue pour l'année scolaire 2023-24 et renouvelable trois fois par tacite reconduction. Elle pourra faire l'objet de modifications par avenant. Si l'une des parties souhaite y mettre fin ou demander une modification pour l'année scolaire suivante, elle devra en avertir les autres avant le 30 juin de l'année considérée.

Article 5 : bilan d'activité

Le RASED communique annuellement à l'Inspecteur de la circonscription, dans un cadre défini par l'Inspection Académique, le bilan des activités visées dans le préambule, étant entendu que ce dernier ne fait apparaître ni le nom, ni l'origine géographique des élèves. Ce bilan sera à la disposition des communes signataires sur simple demande écrite auprès de l'Inspection.

Article 6 : litiges

A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation pourra être organisée en cas de besoin par l'Inspecteur de la circonscription.

Tout litige ou toute contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, pourra être soumis au tribunal administratif de Grenoble, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Fait à Saint-Jeoire, le 31/01/24, en 2 exemplaires



Le Maire,
Patrick CHARDON

Le Maire,

Antoine VALENTIN

